
NOTES ET DOCUMENTS

QUELQUES OUVRAGES SUR LE MAROC

Catherine PIVOT

Professeur, Université de Lyon III

1. LA CONCEPTION DE L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT AU MAROC

ALAQUI M. (1993)

"Économie du développement", Marrakech, Ed. La Source, 303 p.

Dans son introduction, M. Alaoui considère que l'économie du développement vise, au sens large, "l'étude des conditions du développement économique de toute société humaine", son champ d'application étant les pays du Tiers-monde. Son travail s'inscrit donc dans la tradition des manuels sur les théories du développement dans une perspective de long terme présumant l'existence d'étapes obligées de développement avec quelques données sur le Maroc.

Après une première partie conventionnelle sur la notion de sous-développement où quelques explications sont abordées (raisons sociologiques, impérialisme, théories de la dépendance) et sur les théories de la croissance et les schémas théoriques de développement (croissance équilibrée et croissance déséquilibrée), la deuxième partie est consacrée à une approche des stratégies du développement. Malheureusement, la présentation n'intègre pas les évolutions contemporaines de l'analyse du développement. En retenant une conception de la politique du développement en tant que "projet global de transformation que se donne une société à travers la construction volontaire d'une économie nationale"

(avec détermination d'objectifs, mobilisation de moyens et rôle essentiel des pouvoirs publics), l'auteur se situe dans la tradition de l'analyse économique du développement des années 50-60. D'où, une présentation synthétique des stratégies industrielles (par substitution des importations et par valorisation des exportations) et agricoles (modèle socialiste, révolution verte), malheureusement trop passéiste.

Dans une troisième partie, des exemples de modèles concrets de développement sont abordés, et en particulier le modèle dit "intermédiaire" du Maroc. Mais le problème majeur de ce pays au cours des dernières années, à savoir la crise de la dette et la recherche de solutions aux problèmes des déséquilibres externes et internes à court terme par l'ajustement structurel, n'est pratiquement pas abordé.

Ce manuel a donc les avantages et les inconvénients de ce type d'ouvrage : prétendre à une vision synthétique utile pour la culture économique de base des étudiants, mais aussi conforter le lecteur dans une vision "rétro" des problèmes du développement. Tout le courant en faveur du renouvellement de l'analyse du développement avec notamment ses progrès considérables dans le domaine du comportement stratégique des individus et des groupes organisés (le plus souvent dans le cadre des marchés incomplets) en liaison avec les études d'organisation industrielle est absent. Par conséquent, toute la réflexion sur les rôles respectifs de l'État, du marché et donc sur de nouvelles possibilités d'action n'est pas prise en compte.

EL MALKI H. (1989)

"Trente ans d'économie marocaine : 1960-1990", Paris, Ed. CNRS, 244 p.

Cet ouvrage est l'un des grands classiques de l'étude socio-historique des conditions du développement. En effet, l'auteur effectue une analyse de l'économie marocaine sur la longue période (1960-1990) en cherchant d'une part, à dégager les tendances de fond et par là les forces et les faiblesses de l'économie marocaine et d'autre part, à identifier les transformations économiques et sociales qui l'ont accompagnées.

Dans cette optique, trois grandes périodes sont analysées : 1960-1968, 1968-78, 1978-92. Leur étude permet à l'auteur de repérer le potentiel de développement économique ainsi que les sources de blocage qui, selon lui, agissent sur le fonctionnement de l'économie marocaine. Le libéralisme économique tel qu'il est pratiqué au Maroc depuis trente ans est analysé comme ayant pris deux formes successives : un libéralisme des "vaches grasses" qui a fait bon ménage avec le développement de l'interventionnisme étatique durant les années soixante et

soixante-dix, et le libéralisme actuel, celui des "vaches maigres" qui défait les acquis du premier. Dans cette optique, la politique d'ajustement structurel ("l'ajustement subi") est présentée comme faisant uniquement référence à la restauration de l'économie de marché et comme rendant de plus en plus dépendante, complexe et hétérogène l'économie marocaine.

Par son approche, H. El Malki perpétue la tradition de l'analyse "Tiers-mondiste" en vogue dans les années 60-70 en mettant au coeur de son raisonnement l'illusion de l'indépendance politique sans indépendance économique et les rapports entre l'État et les classes au sein des pays de la périphérie. Or, depuis le début des années 1980, le procès en révision des idées sur l'économie du développement s'est aussi manifesté dans le cadre d'une telle approche. Les propositions finales auraient gagné en crédibilité si le souhait d'une mise en oeuvre d'une voie de développement capable de rompre avec les forces de dépendance avait été accompagné des réflexions récentes sur le rôle de la structure socio-économique et sur les conflits d'intérêts (comme celle que l'on trouve dans les travaux de Bardhan¹).

2. ANALYSE STATISTIQUE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE MAROCAINE

BENAZZOU C. & MOUYLINE T. (1993)

"Panorama économique du Maroc : 1985-1990", Rabat, Librairie Livre Service Éditeur, 487 p.

La spécificité du champ d'étude de l'économie du développement ne conduit nullement à faire de celui-ci une branche à part de la théorie économique. Cependant, certains ajustements sont indispensables pour ne pas appliquer sans précaution les raisonnements et les concepts traditionnellement employés dans le cas d'économies développées. De plus, la recherche d'une information statistique spécifique et adaptée est souvent nécessaire ; il faut alors s'assurer de la disponibilité, de la régularité et de la qualité des données utilisées tant lors de l'interprétation des situations locales que lors de l'élaboration de choix stratégiques de développement. De telles conditions sont souvent difficiles à réunir.

D'où l'intérêt d'un ouvrage comme celui de Ch. Benazzou et T. Mouline qui se veut "une mine d'informations indispensables pour la connaissance de

¹ Bardhan, 1991, "On the Concept of Power", in *Economics and Politics*, vol. 3, novembre ; Bardhan, 1989, *"The Economic Theory of Agrarian Institutions"*, Oxford Clarendon Press.

l'évolution économique et sociale récente du Maroc, facilitant une meilleure perception des perspectives de développement du pays". Il constitue la poursuite d'un travail plus sommaire concernant la période 1969-1985 et publié en 1986 ; il montre les progrès accomplis dans la collecte et le traitement des sources statistiques au Maroc au cours de ces dernières années.

L'objectif d'exhaustivité affichée par les auteurs est en partie réalisé puisque la plupart des grands secteurs d'activité sont rapidement présentés à partir d'indicateurs statistiques traditionnels (taux de croissance des productions, évolution des effectifs, pourcentage dans le PIB, etc.) et après une rapide synthèse qualitative, une bibliographie sommaire est également chaque fois fournie. Les données employées ne permettent cependant pas une mise en perspective sur une plus longue période, les statistiques retenues ne concernant que la situation marocaine depuis le début des années 80. De même, la neutralité voulue des analyses qualitatives aurait gagné en intérêt si les constats effectués avaient inclut la mise en évidence des principaux problèmes rencontrés à l'heure actuelle dans chaque domaine présenté.

MINISTERE de l'ÉDUCATION (Royaume du Maroc) & INSTITUT de RECHERCHE en ÉCONOMIE de l'ÉDUCATION (FRANCE) (1993)

"Analyse des déterminants de la scolarisation en zones rurales au Maroc", Rabat, Ed. Al Maarifa, 130 p.

L'information statistique sur les pays en développement étant souvent dispersée et difficile à réunir, le travail sur le terrain est donc nécessaire pour permettre un recours à des données cohérentes. De même l'interprétation des données exige une bonne connaissance des réalités locales.

Le travail réalisé conjointement par le Ministère Marocain de l'Éducation et l'Institut de Recherche en Économie de l'Éducation de Dijon répond à ces caractéristiques. En effet, la scolarisation constitue une des préoccupations essentielles du gouvernement marocain en raison d'un taux de scolarisation en milieu rural plus faible que dans l'ensemble des pays du monde alors même que la part de la richesse nationale consacrée à l'éducation y est plus élevée ; or malheureusement il existait peu d'études précises sur les raisons d'une telle situation.

Les auteurs effectuent tout d'abord une présentation du contexte et de la problématique de leur étude statistique, soulignant en particulier les conséquences négatives de cette sous-scolarisation sur la dynamique du développement. La

finalité de l'étude n'est pas de réaliser une simple analyse des comportements en matière de demande d'éducation, mais de "réunir des données factuelles sur les scolarisations effectives des enfants et les conditions contextuelles (du côté des familles et du côté des caractéristiques de l'offre d'éducation) susceptibles d'en rendre compte". L'originalité de l'étude provient en particulier d'une volonté de prendre en compte l'interaction de l'offre et de la demande d'éducation. Une hypothèse essentielle est retenue : le problème de la sous-scolarisation en milieu rural ne constitue pas un phénomène monolithique présentant la même forme et la même intensité en tout point du territoire.

L'étude a porté sur un échantillon de 1 600 ménages répartis dans les 16 "zones naturelles homogènes" qui composent le Maroc. Au niveau des communes et des douars, des informations ont été recueillies de manière à construire des indicateurs permettant de situer les caractéristiques géographiques, économiques et sociales des différents lieux de résidence des ménages enquêtés. Un fichier de près de 7 400 enfants a ainsi été constitué et étudié. La modélisation des scolarisations est présentée. Les résultats des analyses multivariées sont "robustes" et cohérents. Ils permettent une description de l'accès à l'école primaire, de la rétention à l'école et de la transition entre l'école primaire et le collège.

Les auteurs en retirent des enseignements concernant l'influence des différentes caractéristiques des familles et de l'offre scolaire : par exemple, la scolarisation des filles se montre en moyenne plus sensible que celle des garçons aux caractéristiques familiales et aux caractéristiques de l'offre scolaire. En revanche les conditions de l'offre scolaire apparaissent davantage être des facteurs communs aux enfants des deux sexes. De plus, des disparités géographiques fortes sont mises en évidence.

Il est toutefois dommage qu'un plan à la pagination parfois défectueuse et l'absence de références concernant les sources statistiques générales et bibliographiques soient à relever. Mais il est surtout regrettable que "les pistes pour l'action" ne soient que très rapidement abordées. Des propositions plus précises auraient pu servir de base à l'élaboration d'une véritable politique nationale éducative en milieu rural.

RAKI M. (1991)

"Agriculture et revenus", Rabat, Actes Éditions, 131 p.

La mesure des revenus agricoles pose de multiples problèmes tant théoriques qu'empiriques. Les chercheurs comme les praticiens n'abordent donc que rarement

ce thème. D'où l'intérêt de l'ouvrage de M. Raki.

L'auteur ne prétend pas apporter une information statistique exhaustive sur cette question. Son travail est cependant animé par le souci de répondre à trois préoccupations spécifiques : l'étude du rôle de la dimension des exploitations dans la détermination des revenus, le repérage de la composition des revenus des agriculteurs, l'évaluation des disparités. La méthodologie employée repose sur huit études de cas effectuées dans des zones du bour et des zones irriguées. Au total, 650 exploitations ont été analysées. Les résultats du travail sont présentés en deux parties. La première est consacrée à une synthèse de la situation des revenus dans ces zones (niveaux, structure, impact des conditions climatiques). La deuxième est réservée des études de cas dans la région de la plaine d'Abda, dans le périmètre de la Basse Moulouya et dans la zone de Fès-Karia-Tissa.

Cet ouvrage a donc le mérite de vouloir faire une partie de la lumière sur les niveaux de vie dans le monde agricole marocain ; mais il est regrettable qu'aucune tentative de mise en perspective par rapport à la politique de modernisation de l'agriculture marocaine ne soit véritablement réalisée.

3. AGRICULTURE

EL KHYARI T. (1987)

"Agriculture au Maroc", Rabat, Éditions OKAD, 498 p.

Cet ouvrage relève de la tradition française de l'économie du développement axée sur l'emploi d'une méthode socio-historique avec de larges rappels sur la période coloniale, puis un retour sur les premières années de l'indépendance et enfin une analyse des problèmes structurels de l'agriculture marocaine.

Cet ouvrage doit sa qualité à un souci de rigueur de l'auteur tout au long de son travail. Certes on peut ne pas être d'accord sur les modèles sous-jacents à l'analyse (avec en particulier, une explication de la situation à partir de la nature de classe de l'État marocain post-colonial et une tentative de réhabilitation du marxisme en matière des questions agraires). Mais la mise en perspective historique permet aux lecteurs de situer chronologiquement les grandes étapes de l'évolution de l'agriculture marocaine, ce qui est indispensable pour comprendre les spécificités marocaines (particulièrement en ce qui concerne les multiples formes de propriété des terres).

Dans le modèle de développement retenu au Maroc depuis l'indépendance,

l'agriculture s'est vue assigner une place prioritaire. Un bilan est dressé en ce qui concerne deux grands objectifs de nombreux plans dans le domaine agricole : la politique des barrages et le développement d'une agriculture moderne et exportatrice. La crise actuelle de l'agriculture est également analysée à travers l'évolution de la production.

Au total, l'auteur considère que la crise de l'agriculture est un des principaux goulots d'étranglement de l'économie marocaine, à travers : l'accroissement des déficits en produits alimentaires de base, les difficultés croissantes rencontrées sur les marchés extérieurs et source de difficulté de la balance des paiements. Malheureusement à aucun moment les problèmes concernant le fonctionnement des marchés et les contraintes de la concurrence internationale ne sont pas véritablement pris en compte. De même, l'évolution des comportements des marocains en matière d'alimentation est pratiquement ignorée.

QAROUACH M. (1987)

"La croissance de l'agriculture marocaine : de la dépendance alimentaire à l'autosuffisance", Casablanca, Qarouach ed., 196 p.

Même si M. Qarouach considère que l'agriculture est au coeur du débat économique au Maroc, son ouvrage est avant tout une description de la croissance de la production agricole et du développement rural au Maroc depuis le début des années 60. Il passe en revue les conditions de la croissance de la production, l'autosuffisance alimentaire, le commerce extérieur et la situation dans le monde rural. Le secteur traditionnel est en grande partie assimilé aux zones non irriguées alors que le secteur moderne est confondu avec les zones irriguées. Cependant aucune analyse de la logique ayant prévalu au choix des options politiques en faveur de l'agriculture n'est effectuée.

Le plus grand intérêt de ce travail se trouve dans la présentation à partir du chapitre 4 des sources matérielles de la croissance : facteurs humains, investissement dans l'irrigation, utilisation de intrants, etc. La présentation des institutions ayant géré le monde agricole depuis l'indépendance est toutefois trop descriptive. Or, il aurait été intéressant de relier le fonctionnement de ces institutions avec les défaillances des marchés.

En effet, le fait de reconnaître l'existence des "faillites" du marché joue à l'heure actuelle un rôle central dans les nouvelles directions de recherche en économie du développement, l'idée de base étant que dans les économies en développement, de nombreux éléments propres au mauvais fonctionnement du marché sont présents. Dans un tel contexte, les institutions deviennent aussi une réponse aux conditions de l'environnement économique et comme une forme de substitution au manque de certains marchés. En particulier, de nouvelles pistes tentent d'étudier quelles sont les causes d'un changement institutionnel et quelle rationalité régit une forme institutionnelle déterminée. La richesse de telles approches s'apprécie en particulier dans l'analyse des institutions agraires des pays en voie de développement. L'ouvrage aurait ainsi gagné en profondeur d'analyse.

AKESBI N. & GUERRAOUI D. (1991)

"Enjeux agricoles : évaluation de l'expérience marocaine", Casablanca, Ed. Le Fennec, 152 p.

L'ouvrage de N. Akesbi et D. Guerraoui se veut un bilan de l'expérience moderniste de développement de l'agriculture au Maroc depuis 1956. L'enjeu de la sécurité alimentaire n'étant considéré par les auteurs que comme un problème

récent est peu abordé.

L'ouvrage est organisé en trois parties. Tout d'abord les principaux instruments de la politique agricole sont passés en revue : les structures d'encadrement, les investissements et leur financement, la politique des prix et la politique commerciale. Ensuite une évaluation quantitative des résultats est effectuée à partir de données statistiques sur les productions, les échanges extérieurs et ce qui est "malheureusement" appelé l'équilibre spatial et social (et qui n'est en fait qu'une simple présentation de la répartition géographique des productions et des superficies). Enfin, un essai d'interprétation de la situation actuelle est proposé à partir d'une approche originale des rapports de pouvoirs dans le monde rural.

Une hypothèse est alors effectuée : étant donnée la complexité des formes de production et d'échange en milieu rural marocain, seule l'action centralisatrice de l'État (donc de décision) est à même d'en homogénéiser le contenu et d'en réguler les contradictions. Les auteurs prennent ainsi une position en désaccord avec les partisans du développement rural "par le bas". Malheureusement leur argumentaire n'est pas toujours très développé, de multiples idées "à la mode" étant hâtivement intégrées à leur analyse.

4. RÉGION ET DÉVELOPPEMENT

BASRI D. (1994)

"La décentralisation au Maroc : de la commune à la région", Paris, Nathan-Références internationales, 271 p.

Les difficultés des années 1980 ont révélé la fragilité et l'extrême sensibilité aux chocs extérieurs des structures politico-économiques de nombreux pays en développement. Toute réflexion sur la mise en place d'institutions publiques adaptées aux nouvelles conditions du développement est donc utile car elle marque la prise de conscience des problèmes issus d'un État conçu comme une "machinerie" impatiente d'appliquer "des plans optimaux" élaborés à partir des schémas théoriques. La théorie des choix publics constitue d'ailleurs une source d'inspiration pour l'économie du développement en raison du rôle majeur joué par les comportements des agents politiques et administratifs. Le Maroc n'a pas été insensible à ce phénomène avec la prise en compte depuis l'indépendance de la nécessité d'une décentralisation.

Certes, un économiste ne trouve pas dans l'ouvrage de D. BASRI une réflexion sur les choix publics ni une analyse économique de la bureaucratie et des

institutions marocaines. Cependant, l'intérêt de cet ouvrage est double :

- d'une part, les partisans d'un renouvellement des formes de l'engagement de l'État dans la mise en place d'une stratégie de développement (l'État-acteur et non plus planificateur) peuvent y trouver là une manifestation de la volonté de crédibilité recherchée par les pouvoirs publics marocains dans la conduite du développement ;

- d'autre part, une réflexion sur les conditions d'émergence de nouvelles formes d'institutions pour encourager un développement économique prenant en compte les spécificités locales.

Dès le début de son travail, l'auteur considère que le Maroc, à la différence de tant de pays en voie de développement, a toujours vécu avec une administration privilégiant la décentralisation. Après un rapide rappel historique sur les structures administratives marocaines, la première partie est une présentation détaillée du cadre juridique et territorial de la commune et des consultations électorales successives. Ensuite la deuxième partie consiste en une réflexion sur la mise en oeuvre de la décentralisation au Maroc depuis l'indépendance avec l'analyse des ressources humaines et matérielles engagées et celle des moyens financiers mis à disposition des communes. Enfin, l'action économique des communes est envisagée à partir d'une réflexion sur la réalisation des programmes d'équipements collectifs ainsi que l'étude des zones d'activités économiques créés depuis 1989 au Maroc.

L'ouvrage se termine uniquement sur une présentation des perspectives juridiques et politiques de la décentralisation alors même que le principe de l'autonomie économique régionale est avancé. Une réflexion sur les spécificités d'un développement à base régionale aurait été intéressante pour compléter le tableau de la situation marocaine.

BREJON de LAVERGNÉE N. (1991)

"Politiques d'aménagement du territoire au Maroc", Paris, Ed. L'Harmattan (Série Villes et Entreprises), 271 p.

L'ouvrage de N. Brejon de Lavernée aurait pu s'intituler "Politique des équipements collectifs dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire au Maroc" car l'auteur centre sa réflexion sur les équipements collectifs, "en tant que lieux de rencontre, d'apprentissage de la vie en société et de résolution des tensions et des conflits qui naissent inévitablement du fonctionnement économique de toute société"(p.17).

La première partie de l'ouvrage est consacrée à une étude ontologique de l'équipement collectif plutôt que fonctionnelle. L'auteur s'éloigne consciemment de l'approche traditionnelle des économistes (considérée comme partielle et surtout très formelle) : substitution à la notion de "bien collectif" de celle de "service collectif", accent mis sur l'importance des supports matériels comme signe de qualité, démarche pluridisciplinaire et surtout dimension spatiale fondamentale de l'équipement collectif. En effet, l'auteur considère que c'est à travers la politique d'aménagement du territoire que la dimension spatiale des équipements collectifs est prise en compte.

La deuxième partie est consacrée à l'analyse du rôle des équipements collectifs dans la poursuite de deux des objectifs principaux de cette politique : la justice géographique et l'emploi. L'exemple de la politique en matière de choix et de localisation des équipements collectifs dans la région du Nord-Ouest illustre les propos sur la nécessité d'une répartition géographique plus égalitaire des équipements ; le cas de la zone de Zoumi sert, quant à lui, à l'élaboration d'une méthodologie d'approche quantitative et qualitative des effets de la création d'équipements collectifs sur l'exode rural.

Mais l'espace n'est pas considéré comme le seul facteur discriminant entre les utilisateurs des équipements potentiels. Dans la troisième partie, un autre type de discrimination est ensuite envisagé : de nature sociale, ce qui conditionne la pratique des équipements. Le cas des transports en commun à Casablanca et le système de santé publique sont alors présentés.

Malgré son intérêt, dû essentiellement à la grande connaissance du terrain de l'auteur, l'absence d'une réflexion préalable sur la notion de répartition optimale de biens publics locaux nuit à la cohérence générale de l'étude. L'intégration d'une analyse plus approfondie des jeux de pouvoirs sous-jacents à la structure administrative de décision aurait également permis de montrer l'une des données essentielles du processus de création des équipements collectifs au Maroc. Par ailleurs la mise en perspective plus générale de la politique d'aménagement du territoire dans le cadre de la lutte contre le dualisme croissant de l'économie et de la société marocaine aurait logiquement mérité de ne pas être simplement évoqué dans la conclusion.

5. OUVERTURE SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

LEYMARIE S. & TRIPIER J. (1992)

"Maroc, le prochain dragon? : des idées pour le développement",

Casablanca, Ed. EDDIF, 226 p.

Depuis 1970, de nombreux bouleversements se sont succédés dans les relations économiques entre nations. Les taux de change fixes basés sur le dollar ont été abandonnés en faveur d'un flottement administré ; le marché international des capitaux en pleine expansion a soulevé des inquiétudes en ce qui concerne la stabilité financière générale ; dans les pays en voie de développement, les nouveaux pays industrialisés ont pris aux pays développés une part importante du marché des biens manufacturés à l'exportation. La percée des quatre dragons (Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour) sur les marchés internationaux remet graduellement en cause les avantages acquis dans le passé par les anciens pays industriels.

Le livre de S. Leymarie & J. Tripier (1992) tente d'identifier les atouts et les clés qui pourraient permettre au Maroc d'accéder au statut de "dragon". Ainsi après un rappel très partiel et souvent simpliste du cadre théorique des déterminants des avantages compétitifs des nations, les auteurs effectuent une présentation de l'économie marocaine et de ses performances. Fortement inspirée des travaux de Michaël Porter, une analyse à partir de la notion de "diamant des avantages compétitifs" du Maroc est proposée (facteurs de base, demande intérieure, filières industrielles et industries apparentées, état de la concurrence). Quelques secteurs industriels (textile, conserverie de poissons, phosphate, tourisme) servent d'illustrations de cette approche.

Malheureusement, l'analyse demeure toujours superficielle. Par ailleurs, les propositions d'action sont en fait de simples proclamations d'actions obligées (Le Maroc doit..., doit..., doit...) sans que la réalité des contraintes internes et externes soit véritablement intégrée dans le raisonnement.

ASSOCIATION des ECONOMISTES MAROCAINS (Collectif) (1994)

"GATT-MAROC : Enjeux et implications", Revue de l'association des économistes marocains, N° spécial hors série, Février-Mars.

Alors qu'à son origine, le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dégageait les pays peu développés de certaines obligations et leur permettait de mettre en place des programmes de remplacement des importations et de protéger leurs industries nationales, le nouvel accord de 1993 va se traduire pour ces mêmes pays par la levée partielle ou totale de la plupart des obstacles tarifaires ou non tarifaires et donc un contexte concurrentiel accru.

Le numéro spécial de la revue de l'Association des Économistes Marocains

constitue la somme des contributions des différents intervenants à la table ronde organisée par cette association en février 1994. Les articles réunis ont tous pour objectif d'éclairer l'impact des nouveaux accords du GATT sur l'économie marocaine : que ce soit d'une manière globale ou sur un secteur spécifique de l'économie marocaine (agriculture et pêche, industrie manufacturière, télécommunications, systèmes financiers, transports, etc.). Il est toutefois à rappeler que le Maroc n'a adhéré au GATT qu'en mai 1987.

Malheureusement la plupart des réflexions présentées sont simplement constituées d'un rappel sur la situation avant et après les accords de 1994 et de rapides analyses rarement quantifiées des conséquences attendues dans chacun des secteurs. Le lecteur reste donc "sur sa faim". Un travail envisageant les conséquences en matière de stratégie de développement global du Maroc pour les années à venir aurait également été utile, ce qui est d'ailleurs évoqué dans le rapport de synthèse.

BENJELLOUN O. (1993)

"La convertibilité monétaire : cas du Dirham", Casablanca, Benjelloun Éditeur, 278 p.

L'essence d'une monnaie, c'est d'être librement convertible en d'autres monnaies, faute de quoi elle tend à n'être qu'un bon d'achat intérieur. Or dans un monde où les économies s'ouvrent de plus en plus, où le recours aux échanges est de plus en plus nécessaire, l'existence d'une monnaie convertible pour une nation est une donnée fondamentale, la convertibilité des monnaies constituant la forme la moins rigide et la plus efficace d'intégration entre un pays et le reste du monde.

Or le Maroc a rendu sa monnaie convertible pour les opérations courantes au début de 1993. O. Benjelloun (1993) considère que cette action s'inscrit comme une nouvelle étape dans le processus de libération des échanges entamé depuis la moitié de la décennie 80. Ce processus allie la nouvelle politique économique d'ouverture sur l'extérieur et de libéralisation des échanges, suite à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel à partir de 1983. Mais la convertibilité demeurant encore partielle, l'auteur s'interroge afin de savoir si les conditions sont réunies pour rendre totale la convertibilité.

L'ouvrage comprend deux parties. La première est consacrée à la notion de convertibilité et aux conditions de son instauration pour un pays dans le cadre du système monétaire international actuel; les liens avec l'analyse théorique de la convertibilité sont malheureusement absents. La seconde partie se centre sur le problème de la convertibilité du Dirham. L'auteur étudie précisément la situation financière du Maroc depuis le début de la politique d'ajustement à partir de la politique des réserves de change, de la gestion concrète du taux de change et de la politique monétaire et budgétaire.

De par son analyse, O. Benjelloun avance que l'économie marocaine présente encore des points faibles eu-égard à la convertibilité du Dirham : l'évolution des prix nationaux (ou le différentiel d'inflation par rapport aux partenaires étrangers), le déséquilibre structurel des échanges extérieurs et la fragilité de l'équilibre de la balance des paiements. Le dernier chapitre est consacré aux progrès accomplis vers une convertibilité totale du Dirham mais aussi aux difficultés de la politique de change en raison de la politique d'ajustement structurel. Tout au long de son travail, l'auteur fait preuve d'une volonté de rigueur et de prudence dans son analyse, la convertibilité du Dirham n'étant donc nullement perçue comme une formule magique qui opérerait des miracles.